



Strasbourg, 18 janvier 2010

Greco (2009) 30F

45^e réunion plénière du GRECO
(Strasbourg, 30 novembre – 4 décembre 2009)

RAPPORT DE SYNTHÈSE

I. Ouverture de la réunion plénière

1. La 45^e réunion plénière du GRECO est présidée par M. Drago KOS (Président du GRECO, Slovénie).
2. Le Président ouvre la réunion en souhaitant la bienvenue à tous les représentants, et notamment à ceux qui viennent d'être nommés. La liste des participants figure à l'Annexe I du présent rapport.

II. Adoption de l'ordre du jour

3. Le GRECO ajourne l'examen du projet de Rapport de Conformité du Troisième Cycle sur la Slovénie à sa première réunion de 2010 (GRECO 46), les informations concernant le Thème II – « Transparence du financement des partis politiques », soumises trop tardivement par les autorités slovènes, n'ayant pu être évaluées. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II du présent rapport.

III. Informations fournies par le Président, les délégations et le Secrétaire Exécutif

4. Le **Président** informe la plénière qu'il a participé en tant qu'orateur au 3e Sommet annuel anticorruption de *Ethical Corporation* sur le thème de « Ethique, valeurs et comportement correct des entreprises – Comment persuader les employés de bien se comporter » (Bruxelles, 20 et 21 octobre 2009) ainsi qu'à une conférence sur la Corruption et les droits de l'homme organisée par le Centre pour les droits de l'homme (Maastricht, 22 et 23 octobre). Il a également pris part au Forum mondial IV (Doha, 7 et 8 novembre) et eu des entretiens en Ukraine avec le Vice-Premier ministre, le ministre de la Justice et des parlementaires de ce pays. Depuis, il a appris que la Cour suprême a demandé à la Cour constitutionnelle de geler trois lois anticorruption adoptées un peu plus tôt dans l'année qui, de son point de vue, pourraient nuire aux efforts du pays en vue de lutter contre la corruption. La Slovénie a accueilli une conférence de l'EPAC (*European Partners against Corruption*) à Nova Gorica du 4 au 6 novembre 2009, à l'occasion de laquelle le statut de l'EPAC a été adopté, statut qui ouvre la participation dans ce groupement à toutes les agences de lutte contre la corruption et à tous les services de police des affaires intérieures dans les États membres de l'UE ou du Conseil de l'Europe. Le réseau des points de contacts européens contre la corruption – qui fédère les institutions anticorruption des États membres de l'UE – a en outre été créé officiellement. Le Président a également été désigné par le Conseil de l'Europe pour représenter l'Organisation dans la future Campagne de sensibilisation mondiale de l'OCDE sur la corruption, qui va être organisée à Paris pour célébrer la Journée internationale de lutte contre la corruption, le 9 décembre.
5. Il évoque brièvement les conclusions de la dernière réunion du Bureau détaillées dans le document Greco (2009) 25E, soulignant les points qui ont abouti aux propositions sous les points 7, 8, 9 et 10 de l'ordre du jour de la présente réunion.
6. Enfin, le Président remercie les délégations d'avoir assuré une représentation de haut niveau à la Conférence marquant le 10e anniversaire du GRECO. Il est particulièrement satisfait de noter que les orateurs ont clairement salué les travaux menés par le GRECO et les ont avalisés.
7. Il donne la parole aux délégations. Le **Chef de la délégation de la Croatie** informe la plénière qu'un nouveau comité, présidé par le Premier ministre croate, a récemment été créé pour suivre la mise en œuvre des mesures de lutte contre la corruption. Les conclusions de la procédure de conformité du Deuxième cycle concernant la Croatie ont été présentées au Comité qui a été très heureux

d'apprendre que la Croatie est l'un des 17 pays ayant fait l'objet d'un Addendum (publié) au rapport de conformité du deuxième cycle à avoir mis en œuvre de manière satisfaisante ou traité de manière satisfaisante toutes les recommandations qui lui avaient été adressées. Le Comité – qui s'est engagé à l'évidence à faire tout ce qui est en son pouvoir pour se conformer aux conclusions du GRECO – attend avec grand intérêt de recevoir les recommandations de ce dernier concernant la transparence du financement des partis politiques.

8. Le **Chef de la délégation de la France** demande si la plénière pourrait être informée des conclusions de la 3e Session de la Conférence des États parties à la Convention de lutte contre la corruption des Nations Unies (COSP-3) qui s'est tenue à Doha (Qatar) du 9 au 13 novembre, ainsi que des interventions et impressions générales du Président.
9. Le Président répond qu'il a participé au Forum mondial VI (qui sera le dernier de la série) ainsi qu'à une table ronde sur les institutions anticorruptions indépendantes. Les conclusions n'ont rien de surprenant pour le GRECO : les institutions de ce type ont besoin d'être spécialisées, autonomes ou indépendantes. Des informations sur les conclusions du COSP-3 seront fournies par le Secrétariat, qui y était représenté.
10. Le **Secrétaire exécutif** fait un compte-rendu des évolutions depuis la 44e réunion plénière du GRECO (octobre 2009). Tout d'abord, le Liechtenstein va adhérer au GRECO le 1er janvier 2010. Il a signé la Convention pénale sur la corruption (STE 173) et son Protocole additionnel (STE 191). De plus, l'accord entre le Conseil de l'Europe et le Bélarus au sujet des immunités et des privilèges des représentants et évaluateurs du GRECO a été approuvé par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe il y a quelque deux mois et les deux parties mettent actuellement la dernière main aux préparatifs pour la signature. Le Bélarus deviendra ensuite membre du GRECO.
11. Le Secrétaire exécutif a participé à Beyrouth à une réunion organisée les 15 et 16 octobre 2009 par le PNUD, le ministère de la Justice libanais et une structure intitulée ACINET (*Arab Anti Corruption and Integrity Network*) en préparation au COSP-3. Cette réunion a rassemblé des représentants d'États membres des Nations Unies arabes souhaitant soutenir l'idée d'un mécanisme de monitoring à part entière de la Convention des Nations Unies. De nombreuses questions lui ont été posées concernant tous les aspects de la structure, des méthodes de travail et du contenu des travaux du GRECO.
12. A sa dernière réunion, le Bureau a évoqué les suites à donner à la Conférence pour le 10e anniversaire du GRECO et s'est concentré sur la proposition de créer un forum informel des principaux organes de monitoring dans la lutte contre la corruption. A l'occasion de la Conférence de l'EPAC évoquée par le Président du GRECO, Marc PIETH, Président du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption dans le cadre des transactions commerciales internationales, a informé le Secrétaire exécutif que l'OCDE prenait la question de la coordination très au sérieux et que le groupe de travail avait reçu mandat pour renforcer la coopération avec d'autres acteurs majeurs. Il a l'impression qu'après Doha, la question d'un forum en particulier, et de la coordination en général, va gagner encore en importance et que des discussions devront se tenir avec des représentants de l'ONUDC et de la Commission européenne.
13. Le Bureau a également discuté des suites possibles au tour de table de la GRECO 44 sur la corruption dans le sport. On notera que l'Accord partiel élargi sur le sport (APES) tiendra une table ronde le 2 décembre qui servira de base pour la préparation d'un projet de recommandation sur le trucage des matchs.

14. L'Ukraine a déposé son instrument de ratification de la Convention pénale sur la corruption et de son Protocole additionnel. Seuls six États membres du Conseil de l'Europe n'ont pas encore ratifié la Convention (l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, le Liechtenstein, Saint-Marin et l'Espagne).
15. Le Président du GRECO sera invité à une audition avec les Délégués des Ministres du Conseil de l'Europe le 9 juin 2010 – cette manifestation annuelle est la seule occasion de contact officiel avec le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe qui a toujours marqué un vif intérêt pour les travaux du GRECO, outre qu'il constitue un exercice de visibilité très précieux pour le GRECO et qu'il contribue à mobiliser le soutien des capitales pour la mise en œuvre des recommandations du GRECO.
16. Le budget 2010 du GRECO a été adopté le 26 novembre par le Comité statutaire, qui a également élu l'Ambassadeur Per SJÖGREN, Représentant permanent de la Suède auprès du Conseil de l'Europe, en tant que son nouveau Président. Le GRECO et son Secrétariat ont une fois encore été félicités pour leur travail.
17. Tous les représentants du GRECO et participants ont reçu une édition provisoire de la compilation des discours prononcés durant la Conférence pour le 10e anniversaire du GRECO, et l'on espère que les textes non encore parvenus vont bientôt être reçus ; il sera alors possible de compléter l'ouvrage.
18. Comme le Président l'a déjà mentionné le 23 novembre, une nouvelle version du Programme de Stockholm (un lien vers ce texte a été communiqué à tous les représentants) contient des changements significatifs concernant le GRECO et le Conseil de l'Europe en général ; il est vivement demandé aux délégations de garder la nouvelle version du document à l'esprit lors des discussions sur une coopération renforcée avec l'Union européenne qui se tiendront plus tard dans la semaine.
19. La parole est donnée à **Mme SANZ-LEVIA, du Secrétariat**, qui informe la plénière des conclusions de la COSP-3, à laquelle le Conseil de l'Europe a participé en tant qu'observateur. L'un des principaux résultats de la conférence a été la préparation d'un mandat pour un mécanisme d'examen, contenu dans la Résolution CAC/COSP/2009/L.9 adoptée par la conférence. Le modèle adopté comprend un certain nombre de dispositions qui permettraient aux États objets de l'évaluation de ne pas accepter des visites de pays, des observations de sources non-gouvernementales et des conditions en matière de transparence/confidentialité (au minimum, un résumé exécutif devra être publié). Le modèle en l'état est considéré par certains comme une première étape sur la voie de la future élaboration d'un système de monitoring plus solide et plus transparent. On notera que c'est le premier exemple d'un mécanisme de monitoring entre pairs au sein des Nations Unies. Dans le cadre du mécanisme accepté, tous les États feraient l'objet d'un examen dans des cycles d'examen tous les cinq ans ; les conclusions qui seraient reprises dans un rapport d'examen de pays se fonderaient sur la liste de contrôle pour l'auto-évaluation, complétée par un examen par les pairs mené par des experts. Les rapports devraient donner une analyse équilibrée des expériences réussies et des bonnes pratiques, ainsi que des défis et lacunes concernant les dispositions de l'UNCAC en matière de législation, de pratique et de dispositions institutionnelles et détermineraient les besoins en assistance technique. Des rapports horizontaux, thématiques, seraient également produits pour explorer des forces et faiblesses particulières des systèmes évalués. D'autres aspects seront développés dans le cadre du Groupe d'examen intergouvernemental ouvert pour la préparation de la COSP-4 qui se tiendra au Maroc en 2011.
20. Le Secrétaire exécutif ajoute que, même si les États auront la possibilité de retenir ou rejeter un certain nombre de caractéristiques possibles du mécanisme,

il pense qu'un certain nombre de pays (parmi eux, les pays européens) accepteront une approche large avec, par exemple, des visites sur site, la publication de rapports, etc. Cela pourrait entraîner des doublons dans une certaine mesure, avec des États qui seraient soumis à un monitoring complet de certains aspects à la fois par les NU et le GRECO.

IV. Deuxième cycle d'évaluation

21. Le GRECO examine le projet d'Addendum au Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la **Roumanie**. Le projet se fonde sur des informations communiquées par les autorités du pays, comme demandé par les conclusions du Rapport de Conformité du Deuxième Cycle du GRECO. Après une lecture détaillée, le GRECO adopte l'Addendum à ce rapport (Greco RC-II (2007) 9F Addendum) et clôt ainsi la procédure de conformité du Deuxième cycle à l'égard de ce pays. Le GRECO invite les autorités de la Roumanie à autoriser la publication du rapport dès que possible.
22. Il est pris note des informations transmises oralement par le Chef de la délégation des Pays-Bas concernant l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2010, de la nouvelle législation qui permettra la mise en œuvre des recommandations ii, iii et v partiellement mises en œuvre selon l'appréciation figurant dans l'Addendum au Rapport de Conformité du Deuxième cycle sur les Pays-Bas adopté en octobre 2009 (Greco RC-II (2007) 7F Addendum).

V. Troisième cycle d'évaluation

23. La plénière procède à une lecture approfondie, portant principalement sur les parties analytiques des Rapports d'Évaluation du Troisième Cycle sur la **Croatie**, **l'Allemagne** et **l'Irlande** avec la participation des Équipes d'évaluation qui avaient mené les visites à Zagreb, Berlin et Dublin. Avant d'être adoptés, les rapports sont soumis à une deuxième lecture de validation des textes tels qu'amendés à la lumière des discussions ayant eu lieu à l'occasion de la première lecture.
24. Le GRECO adopte les Rapports d'Évaluation du Troisième Cycle sur la Croatie (Greco Eval III Rep (2009) 1F – Thèmes I et II), l'Allemagne (Greco Eval III Rep (2009) 3F – Thèmes I et II) et l'Irlande (Greco Eval III Rep (2009) 4F – Thèmes I et II). La Croatie et l'Allemagne ont autorisé la publication des rapports concernant leur pays respectif et l'Irlande est invitée à en faire de même le plus tôt possible. Dans les trois cas, les Rapports de Situation sur la mise en œuvre des recommandations contenues dans les rapports devront être soumis au plus tard pour le 30 juin 2011.
25. La plénière examine également les projets de Rapports de Conformité du Troisième Cycle sur la **Finlande** et le **Royaume-Uni** qui ont été préparés, sur la base des Rapports de Situation soumis par les autorités de ces deux pays, en consultation avec des Rapporteurs désignés pour la Finlande au nom de la Norvège et du Royaume-Uni et pour le Royaume-Uni au nom de la Bulgarie et l'Irlande. Les Rapporteurs communiquent leurs observations au sujet des projets de rapports de conformité, puis la plénière passe à leur lecture détaillée.
26. Après avoir discuté de l'approche à adopter en ce qui concerne le faible nombre de recommandations pleinement mises en œuvre reflété dans les projets de Rapports de Conformité du Troisième Cycle sur la Finlande et le Royaume-Uni, le GRECO estime qu'au vu d'un certain nombre de développements positifs, la réponse des deux pays aux recommandations du troisième cycle qui leur avaient été adressées ne peut pas être qualifiée de "globalement insatisfaisante", au sens de l'article 31, paragraphe 8.3. de son Règlement intérieur. Le GRECO demande à

son Bureau de discuter de la possibilité d'avoir à réviser le Règlement intérieur, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la procédure de non-conformité en vertu de l'Article 31, paragraphe 8.3.

27. Le GRECO adopte le Rapport de Conformité du Troisième Cycle sur la Finlande (Greco RC-III (2009) 2F) et note avec satisfaction que les autorités du pays ont autorisé la publication du rapport. L'échéance pour la communication d'informations supplémentaire concernant la poursuite de la mise en œuvre des recommandations est fixée au 30 juin 2011.
28. Ayant examiné le projet de Rapport de Conformité du Troisième Cycle sur le Royaume-Uni en l'absence de la délégation de ce pays - avec l'accord de la délégation, le GRECO décide cependant d'en ajourner l'adoption finale à sa première réunion plénière de 2010. La délégation du Royaume-Uni est vivement invitée à faire en sorte d'y être présente.
29. Enfin, pour ce qui est des procédures du troisième cycle, le GRECO approuve la composition des équipes d'évaluation chargées des visites d'évaluation en 2010 ainsi que la liste des pays rapporteurs pour les procédures de conformité concernant l'Estonie, l'Islande, le Luxembourg et les Pays-Bas.

VI. Quatrième cycle d'évaluation

30. Le Président présente les grandes lignes des propositions thématiques pour le Quatrième cycle d'évaluation du GRECO, telles qu'elles ont été préparées par le Bureau 51 (document Greco (2009) 26E) :
 - **Option I:** la préparation de rapports pays actualisés qui couvriraient les questions au cœur des premier et deuxième cycles d'évaluation ainsi qu'un "thème spécial" supplémentaire non encore abordé dans les évaluations antérieures, à savoir les "conflits d'intérêts des représentants élus" ; cette approche permettrait de disposer d'une vision actualisée de la situation des politiques anticorruption à la lumière des instruments pertinents du Conseil de l'Europe et des appréciations antérieures du GRECO ; et
 - **Option II:** "Droits de l'homme et prévention de la corruption dans les parlements, l'administration publique et le secteur public"
31. Le Bureau a exprimé clairement une préférence pour l'Option II, qui présente un certain nombre d'avantages. Elle permettrait a) de se concentrer sur un domaine essentiel de la politique anti-corruption (prévention) ; b) d'explorer plus en détail certaines questions essentielles traitées dans le Deuxième cycle d'évaluation sous l'intitulé "Administration publique" et c) de couvrir également deux nouveaux domaines où il est crucial de disposer de politiques effectives de prévention (en d'autres termes, les parlements et le secteur privé), ce qui constituerait une suite aux propositions faites lors de la Conférence du 10e Anniversaire du GRECO (Strasbourg, 5 octobre 2009). De plus, cette option susciterait sans nul doute un intérêt public considérable.
32. Les propositions du Bureau contiennent aussi un schéma du contenu possible de l'option II ainsi que des informations concernant des sujets non couverts par les cycles précédents.
33. La plénière est invitée à tenir une discussion préliminaire qui se poursuivra au cours des prochaines réunions plénières jusqu'à ce qu'une décision soit prise. Il convient de noter que le Quatrième cycle d'évaluation ne sera pas lancé officiellement avant 2012.

34. Les participants expriment un certain nombre de commentaires concernant les deux options. **L'option I** pourrait permettre utilement de procéder à une évaluation plus approfondie de l'efficacité et de l'efficience de la mise en œuvre et de l'application concrètement. Les avis divergent sur le point de savoir si le moment est ou non approprié pour revisiter les thèmes des premier et deuxième cycles d'évaluation. Le Secrétaire exécutif signale que le chapitre 3 du schéma proposé pour l'Option II a été conçu pour permettre un examen plus approfondi de questions concernant un thème qui constituait déjà un volet important du Deuxième cycle d'évaluation (l'administration publique). Il est proposé, au sujet des "thèmes spéciaux" possibles, la coopération internationale et/ou l'audit dans l'administration publique. **L'option II** recueille l'adhésion d'un certain nombre de délégations, puisqu'elle permettrait au GRECO d'examiner des questions d'actualité non encore couvertes par des cycles précédents ou qui à l'évidence méritent une réactualisation (par exemple "la prévention de la corruption dans l'administration publique"). Il conviendrait de se pencher non seulement sur les thèmes proposés dans le schéma mais d'inclure, par exemple, le lobbying ou la coopération internationale. Pour ce qui est de l'inclusion de la "corruption dans le secteur privé", il est souligné qu'il faut éviter les chevauchements avec les activités de l'OCDE et qu'il pourrait se révéler potentiellement difficile de coopérer avec des représentants du secteur privé et d'obtenir que les recommandations soient mises en œuvre. La majorité des délégations qui prennent la parole expriment leur soutien à l'**Option II**.
35. En préparation d'un futur débat en plénière sur le contenu du Quatrième cycle d'évaluation du GRECO, le Bureau est chargé de réviser et d'affiner ses propositions à la lumière des discussions tenues lors de la présente réunion.

VII. Programme d'activités pour 2010

36. Le Secrétaire exécutif remercie les membres du GRECO de leur coopération pour la fixation des dates des visites d'évaluation figurant dans le calendrier provisoire annexé au projet de Programme d'activités. La programmation de ces visites s'intègre bien au calendrier proposé pour les réunions plénières. La Bosnie-Herzégovine n'a pas encore répondu à la proposition du Secrétariat concernant les dates mais, à la demande du Président, le représentant du pays présent à la réunion confirme que la visite aura lieu, comme proposé, du 20 au 24 septembre 2010.
37. Le GRECO adopte son Programme d'activités pour 2010 (Greco (2009) 22F Final).

VIII. Dixième Rapport général d'activités (2009)

38. Le GRECO discute des propositions du Bureau 51 pour la question de fond devant être couverte dans l'article thématique qui figurera dans son Dixième Rapport général d'activités (2009), retient "Expérience du délit pénal de trafic d'influence" et note avec satisfaction que le Chef de la Délégation de la France apportera son concours pour sélectionner un expert français approprié pour le rédiger. La France a eu à traiter un certain nombre d'affaires de délit de trafic d'influence et l'article pourrait s'inspirer de cette expérience pour présenter des exemples de pratique nationale dans ce domaine. En cas de difficultés à obtenir cette contribution, le GRECO décide que le Président rédigera alors un article sur "Droits de l'homme et corruption".

IX. Coopération renforcée avec l'Union européenne

39. Le GRECO prend note, et s'en réjouit, de la dernière version du Programme de Stockholm tel que finalisé à la réunion du Conseil pour la Justice et les Affaires intérieures les 30 novembre et 1er décembre 2009 (17024/09 – CO EUR-PREP 3 –

JAI 896 – POLGEN 229 – 2 décembre), notant en particulier la section 4.4.5. sur le thème "Crime économique et corruption".

40. Le GRECO attend de recevoir de plus amples informations sur la mise en œuvre du Programme de Stockholm et, dans l'intervalle, exprime sa volonté de contribuer à l'élaboration d'une politique globale de l'Union européenne contre la corruption, conformément à la demande adressée par le Conseil européen à la Commission. Le GRECO se félicite notamment que le Conseil européen ait invité la Commission à soumettre un rapport au Conseil, en 2010, sur les modalités d'adhésion de l'Union au GRECO et, à cet égard, le GRECO se dit prêt à discuter de ces modalités avec les services compétents de l'UE à la lumière du Statut du GRECO, de la Convention pénale sur la corruption (STE n° 173) et de la Convention civile sur la corruption (STE n° 174), dont les dispositions prévoient déjà la possibilité de la participation de UE au GRECO.

X. Adoption de décisions

41. Les décisions de la 45e réunion plénière sont adoptées, telles qu'elles figurent dans le document Greco (2009) 29F.

XI. Réunions futures

42. Le GRECO note que le Bureau tiendra sa 52e réunion à Strasbourg le 1er mars 2010 et que la 46e réunion plénière se tiendra à Strasbourg du 22 au 26 mars 2010.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

ALBANIA / ALBANIE

Mrs Helena PAPA
Inspector, Department of Internal Administrative Control and Anti-Corruption, Council of Ministers

ANDORRA / ANDORRE

M. Sergi ALIS SOULIÉ (Chef de délégation)
Présidence du gouvernement

M. Gérard ALIS EROLES
Avocat, Présidence du gouvernement

ARMENIA / ARMENIE

Apologised / Excusé

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Martin KREUTNER
Director Federal Bureau for Internal Affairs (BIA), Federal Ministry of the Interior

Mr Andreas ULRICH
Constitutional Service, Federal Chancellery

Mr Georg Florian GRABENWEGER
BIA - Head of Unit 4, Prevention and external relations, Federal Bureau for Internal Affairs (BIA)
Federal Ministry of the Interior

AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

Mr Kamran ALIYEV
Head of Anti-corruption Department, Prosecutor General's Office

BELGIUM / BELGIQUE

M. Guido HOSTYN
Premier conseiller de direction, Secrétaire de la Commission de contrôle des dépenses électorales

M. Frederik DECRUYENAERE
Attaché au Services des infractions particulières, Direction Générale des Droits et Libertés fondamentales, Service public fédéral Justice (SPF Justice)

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Sead TEMIM
Prosecutor, Federal Prosecutor's Office of the Federation of Bosnia and Herzegovina

BULGARIA / BULGARIE

Ms Irena BORISOVA
Head of Department of International Cooperation and Legal Assistance in Criminal Matters
Directorate of International Cooperation and European Integration, Ministry of Justice

CROATIA / CROATIE

Mr Marin MRČELA (Head of delegation)
Justice of the Supreme Court

Ms Dubravika DAVOR
Head of Anti-Corruption Sector, Ministry of Justice

Mr Tomislav MATOC
Head of Department for Strategy and Anti-Corruption Measures Analysis

Ms Lidija PAVOICA PERNAR
Assistant Auditor General, State Audit Office

Ms Nediljka ROGOŠIĆ
Assistant Auditor General, State Audit Office

CYPRUS / CHYPRE
Apologised / Excusé

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE
Ms Marta LÉBLOVÁ
Public Administration Section, Ministry of the Interior

DENMARK / DANEMARK
Mr Flemming DENKER
Deputy Director, Public Prosecutor for Serious Economic Crime.

ESTONIA / ESTONIE
Ms Mari-Liis SÖÖT (Head of delegation)
Head of Criminal Statistics and Analysis Division, Criminal Policy Department

FINLAND / FINLANDE
Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)
Inspector General of the Police, Ministry of the Interior, Police Department

Ms Helinä LEHTINEN
Ministerial Advisor, Ministry of Justice, Crime Policy Department

Mr Jussi AALTONEN
Ministerial Adviser, Senior Adviser, Ministry of Justice

Mr Juho MARTIKAINEN
Senior Officer

Ms Kaisa TIUSANEN
Senior Specialist

FRANCE
M Jean ALEGRE (Chef de délégation)
Chargé de mission auprès du directeur des affaires juridiques, Ministère des Affaires étrangères et européennes

M. Michel BARRAU
Chef du Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice

M Yves-Marie DOUBLET
Directeur adjoint, service des affaires juridiques, Division du contrôle et des études juridiques

GEORGIA / GEORGIE
Mr Vakhtang LEJAVA (Head of delegation) – **Apologised / Excusé**
Chief Advisor, Prime Ministers Office, Deputy Head of the Anti-corruption Council of Georgia

GERMANY / ALLEMAGNE
Mr Matthias KORTE (Head of delegation)
Head of Division, Ministry of Justice

Ms Nora KAISER
Deputy Head of Division, Economic Crime, Computer Crime, Corruption-related Crime and Environmental Crime, Federal Ministry of Justice

Ms Gabriele ROTH
Deputy Head of Division, Electoral Law, Party Law, Federal Ministry of the Interior

Ms Garonne BEZJAK
Federal Ministry of Justice

Ms Cornelia GÄDIGK
Senior public prosecutor, Head of Division 57 "Corruption Crimes", Prosecution office Hamburg

Mr Peter NOLL
Presiding Judge

Mr Philip Peter NOWAK
Head of Division, German Bundestag

Mr Franz SCHNAUHUBER
Head of Division, Federal Ministry of the Interior

GREECE / GRECE

Mrs Panagiota VATIKALOU
Judge of First Instance

HUNGARY / HONGRIE

Mr Ákos KARA (Head of delegation)
Deputy Head of Department, Ministry of Justice

ICELAND / ISLANDE

Mr Björn THORVALDSSON
Assisting Prosecutor, Unit for Investigation and Prosecution of Economic Crime, National
Commissioner of the Police

IRELAND / IRLANDE

Mr Gerry HICKEY (Head of Delegation)
Principal Officer, Criminal Law Reform, Department of Justice, Equality and Law Reform
Montague Court

Ms Aileen HARRINGTON
Assistant Principal Officer, Criminal Law Reform, Department of Justice, Equality and Law Reform
Montague Court

Mr Henry MATTHEWS
Office of the Director of Public Prosecutions

Mr David WADDELL
Secretary, Standards Commission, Standards in Public Office Commission

Mr Maurice COUGHLAN
Department of Environment and Local Government

Ms Ruth FITZGERALD
Office of the Attorney General

ITALY / ITALIE

Apologised / Excusé

LATVIA / LETTONIE

Mr Alvis VILKS (Head of delegation)
Deputy Director, Corruption Prevention and Combating Bureau

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Elena KONCEVICIUTE
International Relations Officer, International Cooperation Division, Special Investigation Service

Ms Elena MASNEVAITĖ
PhD Student, Vilnius University Law Faculty

LUXEMBOURG

M. Jean-Paul FRISING

Procureur d'Etat adjoint, Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, Cité Judiciaire

MALTA / MALTE

Mr Leonard CARUANA

Advocate, Attorney General's Office

Mr Christopher MAGRI

Project leader, Internal Audit and Investigations Directorate (IAID), Office of the Prime Minister

MOLDOVA

Mme Cornelia VICLEANSCHI (Chef de délégation)

Procureur, Chef de la Section Générale, Bureau du Procureur Général

MONACO

M. Thierry PERRIQUET

Conseiller près la Cour d'Appel, Palais de Justice

M. Frédéric COTTALORDA

Chef de Section, Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (SICCFIN),
Département des Finances et de l'Economie

MONTENEGRO

Ms Vesna RATKOVIC (Head of delegation)

Director, Directorate for Anti-Corruption Initiative

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Bastiaan WINKEL-BOER (Head of delegation)

Policy Advisor, Ministry of Justice

Mr Harry DE WIT

Policy advisor, Directorate Public Sector Employment, Ministry of the Interior and Kingdom
Relations

Mr Remco NEHMELMAN

Associate professor on constitutional and administrative law, Faculty of law, economics and
governance, Institute of constitutional and administrative law

NORWAY / NORVEGE

Mr Jens-Oscar NERGÅRD

Senior Adviser, Ministry of Government Administration and Reform

Mr Trygve HEYERDAHL

Senior Adviser, Ministry of Justice

POLAND / POLOGNE

Mr Cezary MICHALCZUK (Head of delegation) - **Apologised / Excusé**

Prosecutor, National Prosecutor's Office, Bureau of International Legal Cooperation, Ministry of
Justice

PORTUGAL

Ms Ines MARINHO

Legal advisor, Directorate General for Justice Policy, Ministry of Justice

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Anca CHELARU (Head of delegation)

Deputy Director, Department for Relations with the Public Ministry, Prevention of Crime and
Corruption, Ministry of Justice and Citizens Freedoms

Ms Anca JURMA

Chief Prosecutor, International Cooperation Service, National Anticorruption Directorate,
Prosecutors' Office attached to the High Court of Cassation and Justice

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Mr Aleksandr BUKSMAN (Head of delegation)
First Deputy Prosecutor General, Prosecutor General's Office

Mr Oleg PLOKHOI
Deputy Head, Human resources and government awards department, Administration of the President

Mr Aslan YUSUFOV
Deputy Head of Directorate, Head of Section of supervision over implementation of anti-corruption legislation, Prosecutor General's Office

Mr Andrei ILYIN
Deputy Head of Section, Office of the Representative of the Russian Federation at the European Court of Human Rights, Ministry of Justice

Mr Konstantin KOSORUKOV
Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

REPUBLIC OF SERBIA / REPUBLIQUE DE SERBIE

Ms Zorana MARKOVIC (Head of delegation)
Director of the Agency for the Fight against Corruption

Ms Milica DJUNIC
Legal Consultant, Ministry of Justice

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Vladimír KOTULIČ
Deputy Director, International Police Cooperation Bureau

Ms Viera KOTULIČOVÁ
General State Advisor, Ministry of the Interior, Public Administration Section

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Drago KOS
President of GRECO / Président du GRECO
Chairman, Commission for the Prevention of Corruption

Mr Jure ŠKRBEČ
Commission for the prevention of corruption

SPAIN / ESPAGNE

Mr Rafael VAILLO
Technical Counsellor, D.G. for International Cooperation , Ministry of Justice

Mr Fernando JIMENEZ SANCHEZ
Department of Political Science and Public Administration, University of Murcia

SWEDEN / SUEDE

Mr Olof NYMAN
Legal Adviser, Division for Criminal Law, Ministry of Justice

SWITZERLAND / SUISSE

M Ernst GNAEGI (Chef de délégation)
Chef de l'unité du droit pénal international, Office fédéral de la Justice

M. Olivier GONIN
Collaborateur scientifique, Unité du droit pénal international, Office fédéral de la justice

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"

Ms Slagjana TASEVA (Head of delegation)
Professor in Criminal Law, Dean of the Faculty of Law, "First Private University, European University - the Republic of Macedonia"

TURKEY / TURQUIE

Mr Mete DEMIRCI
Inspector, Prime Minister's Office

Mr Ahmet ULUTAS
Examining Judge, Ministry of Justice, Adalet Bakanlığı

Mr Mehmet KARADAĞ
Inspector, Prime Ministry Inspection Board

UKRAINE

Mr Ruslan RIABOSHAPKA (Head of delegation)
Head of the Department of Legal Issues, Law Enforcement Activity and Fight against Crime,
Ministry of Justice

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Ms Chiara MACCALL – **Apologised / Excusée**
Criminal Law Policy Unit, Ministry of Justice

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mr Richard M. ROGERS (Head of delegation)
Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division, Department of Justice

Mr William A. KEEFER
Office of Inspector General

**PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO / PRÉSIDENT DU COMITÉ
STATUTAIRE DU GRECO**
Apologised / Excusé

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Kimmo SASI
Member of Parliament of Finland

REPRESENTATIVE OF THE CDCJ / REPRÉSENTANT DU CDCJ
Apologised / Excusé

REPRESENTATIVE OF THE CDPC / REPRÉSENTANT DU CDPC

Mr Damir VEJO
Head of the Department for Organised Crime and Corruption, Ministry of Security of Bosnia and
Herzegovina

OBSERVER UNITED NATIONS – UNODC / OBSERVATEUR NATIONS UNIES – ONUDC
Apologised / Excusé

OBSERVER OECD / OBSERVATEUR OCDE
Apologised / Excusé

GRECO EVALUATION TEAMS / EQUIPES D'EVALUATION DU GRECO

**Third Round Evaluation report on GERMANY/
Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur l'ALLEMAGNE**

Theme I – Incriminations

Mr Martin KREUTNER
Director Federal Bureau for Internal Affairs (BIA), Federal Ministry of the Interior, Austria

M Christian COQUOZ - **Apologised / Excusé**
Cour de Justice, Geneve, Suisse

Theme II – Party Funding / Financement des partis politiques

M Yves-Marie DOUBLET

Directeur adjoint, service des affaires juridiques, Division du contrôle et des études juridiques, France

Ms Viera KOTULIČOVÁ

General State Advisor, Ministry of the Interior, Public Administration Section, Slovakia

**Third Round Evaluation report on IRELAND/
Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur l'IRLANDE**

Theme I – Incriminations

Ms Vesna RATKOVIC

Director, Directorate for Anti-Corruption Initiative, Montenegro

Mr William A. KEEFER

Office of Inspector General, U.S. Postal Service, United States of America

Theme II – Party Funding / Financement des partis politiques

Ms Elena MASNEVAITĖ

PhD Student, Vilnius University Law Faculty, Lithuania

Mr Fernando JIMENEZ SANCHEZ

Department of Political Science and Public Administration, University of Murcia, Spain

**Third Round Evaluation report on CROATIA/
Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur la CROATIE**

Theme I – Incriminations

Mr Flemming DENKER

Deputy Director, Public Prosecutor for Serious Economic Crime, Denmark

Mr Georg Florian GRABENWEGER

BIA - Head of Unit 4, Prevention and external relations, Federal Bureau for Internal Affairs (BIA) Federal Ministry of the Interior, Austria

Theme II – Party Funding / Financement des partis politiques

Mr Christopher MAGRI

Project leader, Internal Audit and Investigations Directorate (IAID), Office of the Prime Minister, Malta

Mr Remco NEHMELMAN

Associate professor on constitutional and administrative law, Faculty of law, economics and governance, Institute of constitutional and administrative law, Netherlands

RAPPORTEURS

Third Round Compliance Reports / Rapports de Conformité du Troisième Cycle

FINLAND / FINLANDE

Ms Chiara MacCALL (United Kingdom) - Theme I – **Apologised / Excusée**

Mr Jens-Oscar NERGÅRD (Norway) - Theme II

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Ms Irena BORISOVA (Bulgaria) - Theme I

Mr David WADDELL (Ireland) - Theme II

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Wolfgang RAU, Executive Secretary of GRECO / *Secrétaire Exécutif du GRECO*

Assistant / Assistante

Ms Elspeth REILLY, Personal Assistant to the Executive Secretary / *Assistante Particulière du Secrétaire Exécutif*

Administrative Officers / Administrateurs

Mr Björn JANSON
M. Christophe SPECKBACHER
Ms Laura SANZ-LEVIA
Ms Sophie MEUDAL-LEENDERS
Mr Michael JANSSEN
Ms Aleksandra KURNIK, Temporary Assistant Lawyer

Central Office / Bureau Central

Ms Penelope PREBENSEN, Administrative Assistant / *Assistante Administrative*
Mme Laure PINCEMAILLE, Assistant / *Assistante*
Mme Marie-Rose PREVOST, Assistant / *Assistante*

Webmaster

Ms Simona GHITA, Directorate General of Human Rights and Legal Affairs / *Direction générale des droits de l'Homme et des affaires juridiques*
Mme Marie-Rose PREVOST, GRECO

Interpreters / Interpretes

Mme Sally BAILEY
Mme Julia TANNER
Mme Isabelle MARCHINI

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

1. Opening of the meeting / *Ouverture de la réunion* **09h30**
2. Adoption of the agenda / *Adoption de l'ordre du jour*
3. Information from the President, Delegations and the Executive Secretary (including on Bureau 51) / *Informations du Président, des Délégations et du Secrétaire Exécutif (y compris sur Bureau 51)*
4. **First reading** of draft Third Round Evaluation Reports on: / **Première lecture** des projets de Rapport d'Evaluation du Troisième Cycle d'Evaluation sur :
 - **Germany / Allemagne** (Monday / lundi)
 - **Ireland / Irlande** (Tuesday / mardi)
 - **Croatia / Croatie** (Wednesday / mercredi)
5. Examination and adoption of the Addendum to the Second Round Compliance Report on **Romania** / *Examen et adoption de l'Addendum au Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la Roumanie*
6. Examination and adoption of the Third Round Compliance Reports on **Finland** and the **United Kingdom** / *Examen et adoption des Rapports de Conformité du Troisième Cycle sur la Finlande et le Royaume-Uni*
7. Programme of Activities for 2010 (approved by Bureau 51) / *Programme d'Activités pour 2010 (approuvé par le Bureau 51)*
8. Third Evaluation Round – composition of the Teams in charge of 2010 evaluations / *Troisième Cycle d'Evaluation – composition des Equipes chargées d'évaluations en 2010*
9. Third Round Compliance Procedure regarding Estonia, Iceland, Luxembourg and the Netherlands – selection of rapporteur countries (Bureau 51 proposal) / *Procédure de conformité du Troisième Cycle à l'égard de l'Estonie, l'Islande, le Luxembourg et les Pays-Bas – sélection de (pays) rapporteurs (Proposition du Bureau 51)*
10. Tenth General Activity Report (2009) – substantive issue (Bureau 51 proposal) / *Dixième rapport général d'activités (2009) – question de fond (proposition du Bureau 51)*
11. Enhanced cooperation with the European Union – Bureau 51 proposal / *Coopération renforcée avec l'Union Européenne – proposition du Bureau 51*
12. **Second reading** and adoption of the draft Third Round Evaluation Reports on Germany, Croatia and Ireland (**Friday**) / **Deuxième lecture** et adoption des projets de Rapport d'Evaluation du Troisième Cycle sur l'Allemagne, la Croatie et l'Irlande (**vendredi**)
13. Miscellaneous / *Divers*
14. Adoption of decisions / *Adoption des décisions*
15. Dates of next meetings / *Dates des prochaines réunions*